

Cote du document: EB 2014/112/R.21
Point de l'ordre du jour: 12 d) i)
Date: 6 août 2014
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport sur la visite de pays effectuée par le Conseil d'administration du FIDA en 2014

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

**Participants du Conseil à la visite
de pays, par l'intermédiaire
de Raşit Pertev**
Secrétaire du FIDA
téléphone: +39 06 5459 2254
courriel: r.pertev@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra
Chef du Bureau des organes
directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent douzième session
Rome, 17-18 septembre 2014

Pour: **Examen**

Rapport sur la visite de pays effectuée par le Conseil d'administration du FIDA en 2014

1. **Résumé.** Le personnel du FIDA a travaillé sans relâche pour mettre au point un programme ambitieux et varié en République-Unie de Tanzanie, du 12 au 16 mai 2014. Malgré quelques contretemps et occasions manquées en raison de mauvaises conditions météorologiques, l'équipe a pu faire l'expérience d'une visite de terrain instructive, motivante et inoubliable. Parmi les points forts de ce voyage, on peut citer les réunions avec le Président de la République-Unie de Tanzanie ainsi qu'avec le Président de Zanzibar, et les tables rondes avec plusieurs ministres de la République-Unie de Tanzanie (agriculture, sécurité alimentaire et coopératives, industrie et commerce, investissements et autonomisation, et élevage et développement de la pêche) ainsi qu'avec le Ministre de l'agriculture et des ressources naturelles de Zanzibar. Lors des visites de terrain à Zanzibar et dans la région de Manyara, les membres du Conseil ont eu la possibilité d'interagir avec les communautés locales bénéficiaires.
2. **Aperçu de la visite.** Le premier jour, les membres du Conseil se sont rendus au siège de la Communauté d'Afrique de l'Est à Arusha, où ils ont été informés des opportunités d'échanges régionaux pour le secteur rural et des plans de la Communauté d'Afrique de l'Est visant la mise en place d'un marché commun à l'intérieur de ses frontières. Dans l'après-midi, la visite d'un nouveau poste frontalier avec le Kenya leur a permis de constater le net fossé séparant l'objectif primordial des gouvernements des régions, à savoir améliorer et favoriser les échanges commerciaux frontaliers, et les mesures de mise en œuvre appropriées. Lors de leur visite, les membres du Conseil ont pu constater que l'activité économique dans cette zone était très limitée.
3. Durant la visite au village de Katikati, dans le district de Kiteto, les membres du Conseil n'ont pas pu interagir avec des membres de la société civile, du secteur privé et d'autres organisations de la région, comme cela était prévu. En effet, les conditions météorologiques n'ayant pas permis aux avions de se poser à proximité de Katikati, la délégation a dû passer une grande partie de la journée sur la route. En revanche, ce trajet en voiture a permis aux membres du Conseil de constater par eux-mêmes les difficultés auxquelles sont confrontés les populations rurales de cette région et les acteurs impliqués dans le développement rural et l'agriculture. Il leur a fallu plusieurs heures de jeep pour arriver au village par des routes de terre – apparemment en relativement bon état (vu qu'il n'avait pas plu pendant quelques jours). Sur la route, nous n'avons remarqué que de rares signes d'activité économique, hormis de vastes champs de tournesols et de maïs – dont les propriétaires sont des agriculteurs sédentaires qui récupèrent les terres des éleveurs lorsque ces derniers partent. Nous avons entendu parler des conflits qui éclatent à propos des terres et de l'eau lorsque les éleveurs reviennent. Nous avons également observé les premiers signes d'érosion de la terre (ravinement): l'utilisation plus intensive des terres (élevage et cultures), irriguées par de nouveaux puits, ne semble plus être une solution durable. Pour relever ce défi supplémentaire, le FIDA et le gouvernement devront élaborer des concepts pour un développement rural durable dans la région.
4. À leur arrivée au village, les membres du Conseil ont été accueillis en grande pompe. Les contraintes de temps (nous devions retourner aux avions avant le coucher du soleil) ne nous ont laissé que peu de temps pour des échanges constructifs avec les villageois (éleveurs masai). Même si les membres du Conseil d'administration n'ont pas réussi à en apprendre beaucoup de la part des villageois sur le projet appuyé par le FIDA, ils ont pu constater qu'il était fort apprécié.
5. Après cette visite, les membres du Conseil d'administration ont eu l'occasion d'échanger leurs points de vue avec les Ministres tanzaniens de l'agriculture, de la sécurité alimentaire et des coopératives, de l'élevage et du développement de la

pêche, de l'industrie et du commerce, des investissements et de l'autonomisation; et le Ministre de l'agriculture et des ressources naturelles de Zanzibar; ainsi qu'avec de hauts dirigeants du Bureau du Premier Ministre, du Ministère des finances et des affaires économiques, et du Ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale. Au cours de ces échanges, les membres du Conseil ont pris connaissance des plans du pays visant à mettre davantage l'accent sur les interventions de développement. Plutôt que d'adopter une approche nationale, le gouvernement affecte désormais ses ressources aux secteurs prioritaires et aux couloirs commerciaux. L'agriculture reste une priorité absolue. Les obstacles majeurs sont les suivants: médiocrité des infrastructures; existence de conflits entre éleveurs et cultivateurs; manque d'accès à des technologies susceptibles d'accroître la productivité; caractère imprévisible des régimes météorologiques; accès insuffisant aux marchés, à l'information sur les marchés et au crédit; manque d'agents de vulgarisation qualifiés; et nécessité de rendre l'agriculture attrayante pour les jeunes. Des investissements considérables sont nécessaires pour pouvoir relever ces défis. Les ministres et les dirigeants présents ont précisé que l'assistance du FIDA est nécessaire pour relier les petits agriculteurs – en particulier les femmes – aux programmes de développement du gouvernement et éviter ainsi qu'ils ne soient laissés pour compte.

6. À Zanzibar, la visite a fourni aux membres du Conseil un aperçu des avantages générés par les fermes-écoles établies dans le cadre du Programme de développement du secteur agricole et du Programme d'appui aux services agricoles du gouvernement, tous deux mis en œuvre avec le soutien du FIDA. Ce type d'opérations est mis en œuvre par le FIDA en étroite collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), qui a développé ce concept et acquis une solide expérience d'appui à des fermes-écoles permettant aux élèves d'accroître leur productivité. Ces derniers partagent les savoirs acquis avec les autres villageois, sont mieux organisés et s'aident mutuellement. Le FIDA veille à ce que ces résultats soient mis à profit et que les groupes soient mieux équipés pour créer et développer des petites entreprises rentables, créant ainsi un cycle vertueux d'investissement accru et d'emploi en milieu rural, et une image de l'agriculture comme entreprise plutôt que comme activité de subsistance, rendant ainsi ce secteur plus attrayant pour les jeunes.
7. Une table ronde sur l'initiative du Président Big Results Now (BRN) a permis d'illustrer les plans ambitieux du gouvernement visant un développement national plus progressif et plus ciblé. L'agriculture reste une priorité absolue dans ce schéma. L'accent est mis sur le maïs, la canne à sucre et le riz, pour lesquels le gouvernement a fixé des objectifs de production ambitieux. Sa mise en œuvre dépendra principalement des partenariats complexes entre secteur public et secteur privé. Les petits agriculteurs des zones périphériques seront reliés à des plantations mères pour éviter qu'ils ne soient laissés pour compte. Le schéma BRN est une initiative ambitieuse soutenue par le Président et menée par une équipe dynamique et compétente travaillant au sein du Presidential Delivery Bureau. Dans ce contexte, le FIDA joue le rôle de défenseur des petits agriculteurs et s'assure qu'ils bénéficient des succès du BRN et qu'ils sont protégés d'éventuelles externalités négatives (par exemple la perte de leurs terres, l'accroissement de la concurrence et la baisse des investissements en faveur de l'agriculture ou de l'attention accordée à celle-ci).
8. Une réunion avec les représentants dans le pays du Programme alimentaire mondial (PAM), de la FAO et du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), organisée dans le bureau de pays du FIDA, a permis aux membres du Conseil de prendre acte de l'importance que revêt une collaboration étroite entre les institutions ayant leur siège à Rome. Les membres du Conseil ont également pu constater que le bureau du FIDA, qui se trouve dans les locaux de l'antenne de la FAO, est assez exigü et n'est pas pleinement conforme aux normes de sécurité des Nations Unies. De plus, les effectifs du bureau de pays semblent

insuffisants. Un autre problème est le manque de délégation de pouvoir au directeur de pays. Ainsi, les dépenses accessoires doivent encore être approuvées par le siège. Les membres du Conseil sont sensibles aux progrès accomplis par la République-Unie de Tanzanie en termes de décentralisation, et sont d'avis que la prochaine étape devrait porter sur un examen de la délégation de pouvoir au chargé de programme de pays et de la dotation en personnel du bureau de pays.

9. **Conclusions.** Le pays est déterminé à réduire la pauvreté rurale et apprécie grandement le rôle du FIDA en ce sens, comme le démontre la participation remarquable des hauts dirigeants. Le FIDA joue un rôle important en République-Unie de Tanzanie, dans la mesure où il veille à ce que les petits agriculteurs restent au centre des efforts de réduction de la pauvreté rurale. Ce rôle est devenu encore plus important avec la dynamique à l'origine de l'initiative BRN, qui comportera pour les petits agriculteurs de République-Unie de Tanzanie des opportunités mais aussi des défis.
10. Tant la visite que la réunion organisée dans le bureau de pays ont fourni la preuve que la décentralisation est pour le FIDA un effort ambitieux mais nécessaire, et qu'il faut dès maintenant préparer la prochaine étape vers une décentralisation encore plus effective.
11. Les visites sur le terrain dans des zones reculées devraient être organisées en prenant en compte la possibilité de contretemps. Le FIDA pourrait également indiquer aux représentants locaux qu'il serait préférable d'adopter une approche plus modeste des visites de terrain, au profit de l'apprentissage et de la concertation.